

# Le professeur Pfürtner et la liberté d'enseignement

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1972)

Heft 207

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1016286>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Un homme seul dans l'Eglise

Le Vatican s'en lave les mains, les évêques suisses, divisés, résistent mollement à Rome, le Conseil d'Etat fribourgeois, qui seul pourrait éclaircir la situation par une prise de position très ferme, va de dérobade en dérobade, une conclusion s'impose : le professeur Pfürtner se retrouve seul face au tout-puissant général des dominicains, le père Fernandez, malgré de nombreuses démonstrations de sympathie (étudiants, professeurs, formations politiques). La partie serait jouée d'avance si un enjeu politique d'importance ne sous-tendait le débat : le vote sur les articles confessionnels de la Constitution fédérale. Le rôle de Paul VI, dans cette perspective, sera décisif. Et c'est à qui interviendra le plus efficacement au Saint-Siège : favorable au retrait de la « *missio canonica* » du père Pfürtner, le cardinal yougoslave Seper (Congrégation de la Foi, ex Saint-Office) prendra-t-il le pas sur le cardinal

## Le professeur Pfürtner et la liberté d'enseignement

« Le cas Pfürtner soulève une quantité de problèmes fondamentaux relatifs à la liberté d'enseignement des professeurs d'Université, aux rapports de l'Eglise et de l'Etat et à la validité de la convention conclue avec l'ordre des dominicains. La liberté d'enseignement par exemple — garantie soit par le droit cantonal, soit contenue dans le droit constitutionnel fédéral non écrit — peut-elle être considérée comme un droit constitutionnel au sens strict ? La liberté d'enseignement des professeurs de théologie est-elle restreinte par rapport à celle des autres professeurs d'Université ? La liberté des cultes implique-t-elle un droit de l'Eglise à régler d'une manière autonome les questions qui concernent sa doctrine, de telles règles lient-elles l'Etat ? »  
Telle est la problématique juridique à laquelle le professeur Wildhaber s'efforce de trouver une solution.

Vuillot (secrétairerie d'Etat), le plus modéré ? Il reste que la mesure qui a frappé le père Pfürtner le réduira progressivement au silence même s'il peut rester membre d'associations laïques telles que « *Societas Ethica* » ou « *Gesellschaft für Sexual Forschung* » en Allemagne : exclusion des congrès officiels (le Congrès international thomiste de Rome en 1973, par exemple), exclusion de l'enseignement dans l'Eglise (rester à Fribourg en Faculté des lettres, chaire de philosophie morale, paraît aussi exclu puisque le Conseil d'Etat a renoncé à créer ce poste pour des raisons financières). Dans cet isolement, le droit suisse peut être une protection efficace, c'est ce que démontre l'étude du professeur L. Wildhaber de l'Université de Fribourg (« *Revue de droit suisse* », nov. 1972) et dont nous donnons ci-dessous, sous une forme résumée, un aperçu des principaux thèmes.

Bien que la liberté d'enseignement ne soit pas expressément garantie dans la constitution fédérale, il est inutile, selon le professeur fribourgeois, d'établir si elle fait ou non partie du droit fédéral constitutionnel non écrit, puisque l'article 18 de la constitution fribourgeoise<sup>1</sup>, qui prévoit le libre exercice de la faculté d'enseigner, c'est-à-dire de donner des cours scolaires au niveau primaire et secondaire, garantit par là-même et « *a fortiori* » la liberté d'enseignement au sens large des professeurs d'université.

Quant au contenu de la liberté d'enseignement, le professeur Wildhaber considère qu'elle peut être invoquée essentiellement sous trois formes différentes :

- a) il peut s'agir d'abord d'un accès libre et non discriminatoire aux différentes chaires universitaires (traitement égal des différents candidats).
- b) la liberté d'enseignement implique aussi la faculté de bénéficier librement de l'enseignement

<sup>1</sup> Cf. aussi l'art. 16 de la constitution vaudoise

de son choix (dans le sens d'un « droit à la formation »).

c) enfin, l'essentiel de la liberté d'enseignement est constitué par le droit inaliénable d'exprimer ses connaissances scientifiques, ses thèses et sa doctrine, sans être menacé dans son existence par des pressions morales. C'est de ce troisième point dont il s'agit dans l'affaire Pfürtner.

La liberté d'enseignement est de plus étroitement liée à d'autres droits individuels : la liberté de conscience et de croyance, la liberté personnelle, la liberté d'expression, le droit à l'information et le droit à la formation. Elle suppose la responsabilité personnelle du chercheur face à son effort vers la connaissance et la vérité. Elle ne se confond pas cependant avec une splendide tour d'ivoire isolée, dans laquelle seraient enfermées la science et l'université, mais suppose au contraire la recherche d'un climat général de liberté morale et d'autonomie.

L'auteur se demande ensuite s'il existe une quelconque base légale qui permettrait de justifier, dans le cas Pfürtner, la restriction portée à la liberté d'enseignement du professeur de théologie morale. Comme la loi sur l'Université ne règle pas la question du renvoi d'un professeur, la loi sur le statut des fonctionnaires est applicable.

Même l'article 36 de la loi sur l'Université, qui déclare que l'organisation de la Faculté de théologie sera fixée conformément à un arrangement spécial intervenant entre le Conseil d'Etat et les autorités religieuses, ne permet aucune dérogation au statut des fonctionnaires en matière de révocation. Ainsi, en l'absence d'une base légale claire, le Conseil d'Etat n'est-il pas autorisé à prendre quelque mesure que ce soit qui violerait la liberté d'enseignement garantie par la Constitution. Bien au contraire, si la convention du 24 décembre 1889 qui lie cette autorité à l'ordre général des dominicains contient une clause contraire à la liberté d'enseignement ou amène simplement une telle violation, il faut alors en

déduire que le Conseil d'Etat a agi « ultra vires »; la convention doit être déclarée non valable dans la mesure correspondante. Dans ce sens, la Constitution l'emporte nécessairement sur la convention.

Autre point controversé : le retrait de la « *missio canonica* ». En vertu du statut de la Faculté de théologie de l'Université de Fribourg du 7 mars 1939, le général des dominicains est en même temps Grand Chancelier de cette Faculté, c'est lui qui confère aux professeurs la « *missio canonica* » ou autorisation ecclésiastique d'enseigner; c'est donc lui qui est compétent pour la leur retirer. Une telle procédure est conforme au droit interne de l'Eglise et ne peut être contestée sous cet angle. Ce qui doit être examiné par contre, ce sont les effets externes qu'elle peut engendrer pour l'Etat.

Le retrait de la « *missio canonica* » entraîne-t-il *ipso facto* la révocation du professeur concerné ? Le seul moyen de répondre à cette question, c'est de peser les intérêts en présence : d'un côté la liberté d'enseignement, de l'autre le droit de l'Eglise de régler d'une manière indépendante les affaires qui concernent sa doctrine. Or, dans le monde catholique, aussi bien chez les collègues du professeur que parmi les autorités religieuses, l'unanimité est loin d'être réalisée en faveur du rejet pur et simple des thèses du professeur Pfürtner. Au contraire, on admet largement que la discussion est ouverte dans le domaine de la morale sexuelle.

Dans une telle situation, le Conseil d'Etat ne saurait favoriser une tendance au désavantage d'une autre, il a l'obligation de faire simplement respecter la liberté d'enseignement garantie dans la constitution fribourgeoise.

Quant à la demande de rétractation signifiée par Rome à l'égard du père Pfürtner, elle entre en conflit flagrant avec le droit constitutionnel suisse et viole gravement la liberté de conscience et de croyance reconnue dans notre pays.

**LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ**

## Le triste destin d'un contestataire

Que ne voit-on pas aujourd'hui !

Je ne vous dirai pas où mon histoire se passe : discrétion oblige ! Un garçon comme beaucoup d'autres, mauvais élève comme beaucoup d'autres, chahuteur comme beaucoup d'autres, contestataire bien sûr...

A la suite d'un écart plus grave — manifestation contre l'un des professeurs — il est renvoyé du collège.

Quinze ans, orphelin de père, mère incapable d'en faire façon : vous voyez d'ici le tableau !

Vague apprentissage de « peintre » — comme tant d'autres de nouveau, dans la mesure même de son insuffisance, il se prend pour un artiste mécompris de la société « bourgeoise » — bientôt interrompu, parce que ses maîtres, qu'il pense, n'ont rien à lui apprendre. Séjour de deux ans à l'étranger, années perdues, vie de bohème... Pour compenser ses médiocres succès de peintre, le jeune homme s'est mis à « écrire ». A boire, aussi ! Retour au pays. Participation à divers « mouvements » violents, qui rassemblent les fainéants et les poivrots de la région. Agitation politique, pour protester contre cette société « répressive » qui méconnaît son génie.

Ce qui ne l'empêche pas d'accepter de cette même société, bonne fille décidément, une bourse destinée à lui permettre de poursuivre ses études. Nouveau séjour à l'étranger. Nouveau retour au pays, où il reprend son existence de pilier de café, vivant « aux crochets » de sa mère et de sa sœur.

Il a quarante ans passés. Et c'est là que son histoire devient ahurissante : par l'entremise d'amis vraiment très dévoués, il est nommé... secrétaire d'Etat — l'équivalent de notre chancelier, dont on a pu dire qu'il était le huitième conseiller d'Etat !

Et voilà comme va le monde en ces années de grâce ! Après quoi l'on s'étonnera que la jeu-

nesse devienne de plus en plus ingouvernable, que les traditions se perdent, et les valeurs; que plus rien ne soit respecté...

Qu'en pensez-vous ?

J. C.

P. S. — J'allais oublier de vous révéler le nom de ce peu intéressant personnage : c'est un nommé Keller, Gottfried... J'aurais peut-être dû préciser que mon histoire se déroulait au XIX<sup>e</sup> siècle. Depuis lors, Dieu merci, nous avons tout de même fait quelques progrès et nos secrétaires d'Etat, s'ils n'ont pas écrit « Henri le Vert » et ne sont pas toujours docteurs « honoris causa » de l'Université de Zurich, sont du moins des hommes parfaitement honorables.

## LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

### Edifiant

La disparition du quotidien du PAB, la « Neue Berner Zeitung », n'a pas fini de faire couler de l'encre. On a appris d'une part que les droits d'édition ont été achetés par un journal de Langnau, l'« Emmenthaler Blatt », et d'autre part que l'Imprimerie fédérative, qui éditait la NBZ, lancera un hebdomadaire gratuit pour tout l'ancien canton de Berne. Cette dernière information, de la « Neue Zürcher Zeitung », montre clairement ce que valent les belles tirades sur la nécessité de conserver une presse politique diversifiée. A moins que le nouveau journal soit destiné à endoctriner les citoyens de l'ancien canton !

« AZ Tribune » publie un intéressant article de Hans Rudolf Hilty : « Le Jura, cas de conscience de la Suisse ». On y trouve une allusion significative au fait, déjà relevé par le professeur Lüthy, que les bourgeois de Berne peuvent voter, même s'ils ne résident pas à Berne, sur les affaires de la bourgeoisie.

A noter, entre autres, dans « Die Weltwoche » (49), un texte du professeur Pfürtner et un article sur la pénurie de personnel au DPF.